



Les chiffres clés de la baisse du budget

La CGT France Travail Normandie constate avec effarement la baisse des budgets des formations destinée aux privés d'emploi.

Toutes les régions n'ont pas répercuté cette baisse de la même manière ou sur les mêmes publics.

Résultat, dans le budget prévisionnel 2026 de la Région Normandie il est prévu :

- 14,5 millions d'euros de moins pour la formation des demandeurs d'emploi (145,5 millions d'euros en 2026 contre 160 millions en 2025)
- 15,7 millions d'euros de moins pour la préparation à la qualification des demandeurs d'emploi (réduit à 36,3 millions d'euros)

En Normandie, les savoirs essentiels et #Avenir sont impactés directement à travers les formations destinées aux publics les plus fragiles (public illettré, allophone, en situation d'illectronisme, FLE...).

Le travail d'accompagnement des agents va s'en trouver lourdement impacté.

Cette situation réduit les outils à la disposition des conseillers qui doivent répondre aux besoins des usagers.

Les objectifs affichés qui promettaient entre autres d'aller vers les publics les plus éloignés de l'emploi sont désormais abandonnés et loin de la réalité de terrain.



Des emplois menacés

Cette décision va fragiliser les centres de formation de l'éducation populaire (Retravailler, l'Etape, EPE, Education et Formation...) et provoquer une vague de licenciements chez les formateurs.

Des organismes de formation risquent de fermer.

Leurs socles de compétences vont disparaître laissant le champ libre au marché privé ultra libéral de la formation qui n'a plus rien de professionnelle.

Un choix de formation fragilisé

Selon qu'on est proche ou pas d'un chantier EPR, l'accès à certaines formations pourra être notablement inégal.

Les budgets de la formation professionnelle ne doivent pas servir uniquement les intérêts du patronnat dans une logique adéquationniste.

Qu'est devenue « la liberté de choisir son avenir professionnel » promulguée dans la loi de 2018, si aucun moyen ne permet d'y accéder ? Où se trouve la valeur émancipatrice de la formation, dans tout ça ?

Il est connu et reconnu que la formation est un levier essentiel pour l'insertion professionnelle. Pour la CGT, la baisse drastique des budgets alloués par la Région Normandie est un non-sens.

Tous ces choix sont éminemment politiques. Mais qui doit expliquer au privé d'emploi que la formation choisie et parfois même validée n'est pas financée ?

Pour s'opposer à ce contexte de casse de la formation professionnelle et les risques de fermetures des organismes de formation, une pétition est en ligne [ICI](#) ou en flashant ce QR code :



La CGT France Travail Normandie revendique une implication plus importante des entreprises pour former leurs futurs salariés et un retour de l'Etat dans la gestion globale de la formation professionnelle.